

L'hon. L. T. Pennell (solliciteur général): D'office, la Gendarmerie fait enquête sur toute violation des lois qui lui est signalée. J'imagine qu'elle agira ainsi dans les circonstances que vous rappelez.

M. Woolliams: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre n'a peut-être pas saisi ma question. Voudrait-il informer la Chambre si on lui a signalé la nouvelle voulant que des insoumis distribuent illégalement de la marijuana au Canada?

L'hon. M. Pennell: Monsieur l'Orateur, cette demande me semble extraordinaire, car cela voudrait dire que je devrais faire rapport à la Chambre chaque fois qu'on enfreint la loi au Canada à cet égard. Je donne au député la ferme assurance que si des violations de ce genre sont signalées à la GRC, celle-ci ne manquera pas d'agir immédiatement.

QUESTIONS POSÉES AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre d'État qui est assis derrière le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

L'hon. M. Laing: Vous n'avez pas le bon ministre.

L'hon. M. Côté: Je suis le ministre des Postes.

M. Herridge: Mes excuses. Ma question s'adresse au ministre d'État, où qu'il soit. Je désire poser cette question, monsieur l'Orateur, afin d'éclairer ma lanterne. Peut-être le premier ministre suppléant peut-il m'aider. Vu l'attitude prise l'autre jour par le premier ministre suppléant relativement à l'usage de l'expression «Prime Minister» et ayant à l'esprit le projet de loi déposé cet après-midi par un membre de son parti, le premier ministre suppléant peut-il dire à la Chambre pourquoi le ministre d'État écrit au premier ministre (*Premier*) de la Colombie-Britannique en lui donnant le titre de «Mr. Prime Minister»?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): J'ai toujours pensé que le ministre d'État était un homme généreux et très diplomate.

M. R. Gordon L. Fairweather (Royal): Monsieur l'Orateur, une question au ministre de la Défense nationale. Estime-t-il que la sécurité de l'État ne serait pas compromise par la divulgation du fait que les forces armées sont en train de remplacer les défilés au pas lourd, qui font trembler le sol, par des exercices au

pas léger, et fera-t-on bientôt part, à une nation dans l'attente d'autres réformes importantes au ministère de la Défense nationale?

M. l'Orateur: A l'ordre.

LA POLLUTION DE L'AIR

LES STIMULANTS FISCAUX ET L'INSTALLATION D'ÉPURATEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. P. B. Rynard (Simcoe-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Étant donné que la pollution de l'air constitue un danger qui grandit à vue d'œil, le gouvernement est-il disposé à accorder immédiatement des stimulants fiscaux aux usines qui installeront des épurateurs?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Les incitations fiscales existent déjà, monsieur l'Orateur.

[Français]

LES CONDITIONS OUVRIÈRES

WAKEFIELD (P.Q.)—QUESTION RELATIVE AU RECYCLAGE DES EMPLOYÉS MIS À PIED

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gaston Isabelle (Gatineau): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Peut-il dire à la Chambre si des pourparlers entre l'*Aluminum Company of Canada* et son ministère ont déjà été entamés ou seront entamés relativement au recyclage des employés de cette compagnie qui seront mis à pied, au début de l'an prochain, alors que l'usine de transformation située à Wakefield fermera définitivement ses portes?

M. l'Orateur: A l'ordre! Il me semble que la question de l'honorable député ne comporte pas d'urgence immédiate, puisqu'il fait allusion à une situation qui ne menace de survenir que l'an prochain.

M. Isabelle: Monsieur l'Orateur, c'est une question qui est aussi importante pour la circonscription de Gatineau que l'a été celle de DOSCO pour la région des Maritimes.

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, l'Aluminium du Canada a avisé le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration de son intention de fermer son usine de Wakefield; il y a eu des rencontres entre les autorités provinciales, les autorités de la compagnie et des représentants de notre minist-